



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 août 2024  
Français  
Original : anglais/français

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur l'Examen périodique universel**  
**Quarante-septième session**  
Genève, 4-15 novembre 2024

## Côte d'Ivoire

### Compilation établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

#### I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu des textes issus de l'Examen périodique universel précédent<sup>1</sup>. Il contient des renseignements provenant des documents pertinents établis par des entités des Nations Unies, résumés en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

#### II. Étendue des obligations internationales et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. L'équipe de pays des Nations Unies a exhorté la Côte d'Ivoire à accentuer ses efforts en vue de la ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications et du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées<sup>2</sup>.

3. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé d'envisager de ratifier la Convention de 2011 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (n° 189)<sup>3</sup> et la Convention de 2019 sur la violence et le harcèlement (n° 190) de l'Organisation internationale du Travail<sup>4</sup>.

4. L'équipe de pays des Nations Unies a exhorté la Côte d'Ivoire à traduire en actes son engagement ferme de ratifier la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires de 1989 et la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine sur l'élimination du mercenariat en Afrique, pris devant le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, lors de la mission de ce dernier en Côte d'Ivoire du 4 au 13 mars 2024<sup>5</sup>.

5. Tout en saluant l'élaboration en 2019 du rapport à mi-parcours du suivi de la mise en œuvre des recommandations acceptées dans le cadre du troisième cycle de l'Examen périodique universel, l'équipe de pays des Nations Unies a relevé que plusieurs rapports restaient dus, notamment aux organes conventionnels, ce qui constituait un défi important à relever<sup>6</sup>.



6. En 2023, la Côte d'Ivoire a versé, pour la première fois, une contribution financière volontaire au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

### III. Cadre national des droits de l'homme

#### Cadre institutionnel et mesures de politique générale

7. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé de doter le Ministère de la promotion de la femme, de la famille et de l'enfant des ressources humaines, techniques et financières dont il avait besoin pour exercer pleinement son rôle en tant que mécanisme national de promotion de la femme<sup>7</sup>.

8. Tout en accueillant avec satisfaction la création du Comité interministériel de suivi de l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Comité des droits de l'enfant a recommandé à la Côte d'Ivoire d'allouer audit comité interministériel les ressources nécessaires et de solliciter une assistance technique auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme<sup>8</sup>.

### IV. Promotion et protection des droits de l'homme

#### A. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

##### 1. Égalité et non-discrimination

9. L'équipe de pays des Nations Unies a partagé les préoccupations du Comité des droits de l'homme<sup>9</sup> selon lesquelles les personnes atteintes d'albinisme étaient encore l'objet de discrimination et de stéréotypes négatifs. Elle restait préoccupée par le caractère inadéquat des mesures prises pour protéger les personnes atteintes d'albinisme contre toutes formes de discrimination<sup>10</sup>.

##### 2. Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

10. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a estimé que les autorités devraient intensifier leurs efforts pour mettre fin à la prolifération des armes dans le domaine public<sup>11</sup>. Il a identifié comme défi le manque d'homogénéité dans la formation du personnel des sociétés militaires et de sécurité privées, ce qui constituait un risque pour la sécurité publique. Il a recommandé fortement une fonction de surveillance plus importante des actions de sécurité privée, notamment la création d'un mécanisme indépendant avec la participation de membres de la société civile pour surveiller et superviser le secteur de la sécurité privée<sup>12</sup>. Il a également considéré que la Côte d'Ivoire devrait intensifier ses efforts pour mettre en œuvre des normes régissant les activités des sociétés militaires privées<sup>13</sup>.

11. L'équipe de pays des Nations Unies a estimé que l'absence de mécanisme de prévention contre la torture restait un défi majeur qui ne facilitait pas l'effectivité de la mise en œuvre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>14</sup>.

12. Tout en saluant les efforts en cours concernant l'encadrement de la garde à vue par les articles 71 à 76 de la loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale, modifiée par la loi n° 2022-192 du 11 mars 2022, l'équipe de pays des Nations Unies a estimé que ces mesures demeuraient insuffisantes pour couvrir la réalité de la surpopulation des lieux de détention, qui témoignait des conditions difficiles dans lesquelles le personnel pénitentiaire travaillait et auxquelles les détenus étaient confrontés ainsi que de l'insécurité des établissements. Elle a aussi regretté l'absence de stratégie de décongestion et de programmes de réinsertion sociale ayant un impact réel sur la récidive<sup>15</sup>.

13. L'équipe de pays des Nations Unies a recommandé à la Côte d'Ivoire de revoir sa politique pénitentiaire, dans le cadre d'une politique pénale globale et fondée sur les droits de l'homme, de manière à faire face aux conséquences de la surpopulation carcérale, des conditions de détention dégradantes et des conditions de travail dégradantes du personnel pénitentiaire. Cette politique devrait contenir tant des réformes légales que des mesures pratiques encourageant la réduction du délai de validité des mandats de dépôt en matière correctionnelle et criminelle, ainsi que l'application effective des mesures de substitution à la détention<sup>16</sup>.

14. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé de faire en sorte que, lorsque la détention était inévitable, les enfants soient séparés des adultes, conformément à l'article 7 du décret n° 69-189 du 14 mai 1969 portant réglementation des établissements pénitentiaires, de veiller à ce que les conditions de détention soient conformes aux normes internationales, en particulier en matière d'accès aux services de santé, de faciliter les visites des parents aux enfants placés en détention en réduisant les obstacles administratifs, et d'organiser régulièrement des inspections dans les prisons<sup>17</sup>.

### 3. Administration de la justice, impunité et primauté du droit

15. L'équipe de pays des Nations Unies a partagé les recommandations formulées par le Comité des droits de l'homme<sup>18</sup> concernant l'absence d'indépendance du pouvoir judiciaire du fait d'immixtions du pouvoir exécutif dans le fonctionnement de la justice, le nombre insuffisant de magistrats et l'inefficacité de l'assistance judiciaire. Elle a invité le Gouvernement à poursuivre les réformes judiciaires, notamment celles destinées à garantir de manière effective l'indépendance du pouvoir judiciaire, à renforcer la lutte contre la corruption et à renforcer les mesures visant à garantir l'accès à la justice, par l'amélioration de la carte judiciaire, la mise en œuvre de mesures de substitution à la détention, la formation des magistrats et l'évaluation du mécanisme sur les allocations judiciaires<sup>19</sup>.

16. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé de veiller à ce que l'ordonnance présidentielle n° 2018-669 du 8 août 2018 sur l'amnistie ne s'applique pas aux personnes soupçonnées ou accusées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de violations flagrantes des droits de l'homme, y compris d'actes de violence sexuelle liés aux conflits, ou aux personnes condamnées pour de tels crimes, sachant que les amnisties étaient inadmissibles dès lors qu'elles portaient atteinte au droit des victimes à un recours utile, y compris une réparation, ou qu'elles restreignaient le droit des victimes et des sociétés de connaître la vérité sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et qu'elles devaient respecter les obligations internationales de la Côte d'Ivoire, notamment celles résultant des résolutions [1820 \(2008\)](#), [2106 \(2013\)](#) et [2467 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, dans lesquelles celui-ci avait expressément souligné qu'il était nécessaire d'exclure les auteurs de crimes de violence sexuelle du bénéfice des mesures d'amnistie prises dans le cadre de processus de règlement de conflits<sup>20</sup>.

17. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a relevé que des mercenaires et des acteurs liés aux mercenaires avaient été largement utilisés lors du conflit de 2002 à 2007 et après l'élection présidentielle de 2010. De nombreuses violations des droits de l'homme avaient été perpétrées par ces mercenaires, notamment des exécutions sommaires, des enlèvements, des actes de torture et des violences sexuelles contre les femmes. Tout en notant que les autorités avaient pris de nombreuses mesures pour assurer la réconciliation, le Groupe de travail a pris note de l'ordonnance d'amnistie de 2018 accordant l'amnistie à 800 personnes accusées ou inculpées pour des crimes liés à la crise de 2010-2011, parmi lesquelles pouvaient figurer des personnes présumées responsables des crimes les plus graves, y compris le recrutement et le financement de mercenaires<sup>21</sup>.

18. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé de faire en sorte que les enfants en conflit avec la loi bénéficient gratuitement de l'assistance de juristes qualifiés et indépendants, à un stade précoce et pendant toute la procédure judiciaire, et d'accroître le nombre de formations pluridisciplinaires sur les droits des enfants à l'intention de tous les professionnels du système de justice pour mineurs<sup>22</sup>.

#### 4. Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

19. Tout en notant avec satisfaction les progrès réalisés par la Côte d'Ivoire dans le domaine de la liberté de la presse ainsi que la création d'un mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme par arrêté interministériel n° 972/MJDH/MEMD/MIS du 10 novembre 2021 et la nomination des membres dudit mécanisme en lien avec les recommandations reçues par la Côte d'Ivoire, l'équipe de pays des Nations Unies restait préoccupée par les défis tels que la garantie de l'accès équitable aux médias, la gestion des conflits électoraux, la lutte contre la désinformation, la manipulation politique, les restrictions à la liberté d'expression et les inégalités dans l'accès aux ressources politiques, qui entravaient la crédibilité et l'équité du processus électoral<sup>23</sup>.

20. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a invité la Côte d'Ivoire à adopter et à mettre en œuvre des mesures efficaces pour protéger les défenseuses des droits de l'homme, en particulier celles qui militaient contre les mutilations génitales féminines, le mariage d'enfants et l'appauvrissement de l'environnement, et à veiller à l'application effective de l'article 9 de la loi n° 2014-388 du 20 juin 2014 portant promotion et protection des défenseurs des droits de l'homme, notamment en créant un mécanisme indépendant de signalement et de suivi des violations de la loi<sup>24</sup>.

21. Notant des avancées dans le renforcement des institutions démocratiques, l'équipe de pays des Nations Unies a estimé que des défis restaient à relever, notamment la faible participation des femmes et des jeunes aux processus démocratiques<sup>25</sup>.

22. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé d'intensifier les campagnes de sensibilisation faisant valoir l'importance de la participation des femmes à la vie politique, en particulier aux postes de décision, ainsi que l'importance de dispenser aux femmes désireuses de se présenter à des élections ou d'occuper un poste dans la fonction publique une formation à l'exercice des responsabilités<sup>26</sup>. Prenant note avec satisfaction de l'adoption de la loi n° 2019-870 du 14 octobre 2019, qui favorise la représentation des femmes dans les assemblées électives ou partiellement électives, et de ses règlements d'application, il a dit rester préoccupé par le fait que le quota prévu par la loi n° 2019-870 ne s'applique qu'aux candidates et non aux fonctions électives, que ce quota est limité à 30 % et que la loi prévoit des mesures incitatives et non des sanctions<sup>27</sup>.

#### 5. Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

23. Bien que la Côte d'Ivoire ait pris des mesures volontaristes pour lutter contre les formes contemporaines d'esclavage, le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences, considérait que ces pratiques perduraient dans le pays. S'agissant du travail des enfants, nombre d'entre eux continuaient de travailler pendant les heures d'école et/ou effectuaient des tâches qui nuisaient à leur bien-être physique et mental et qui pouvaient relever des pires formes de travail des enfants. Les enfants qui travaillaient dans le secteur du cacao étaient de plus en plus nombreux à travailler dans le secteur de l'extraction minière artisanale, dans lequel il y avait peu voire pas de contrôle. Le travail domestique était un autre sujet de préoccupation, en particulier s'agissant des filles. Les enfants n'étaient pas correctement rémunérés et des cas de violence physique, y compris d'atteintes sexuelles et d'autres formes de violence, ainsi que des cas de traite d'enfants des zones rurales vers les zones urbaines avaient été signalés. Le Rapporteur spécial avait reçu des informations selon lesquelles l'exploitation des adultes par le travail, qui pouvait s'apparenter à du travail forcé, existait aussi dans une certaine mesure dans certains secteurs économiques, par exemple l'extraction minière artisanale<sup>28</sup>.

24. Le Rapporteur spécial a recommandé à la Côte d'Ivoire, entre autres, de poursuivre ses efforts louables en vue d'éradiquer le travail des enfants, dans le cadre d'une approche multipartite ; d'améliorer l'application du droit pénal et du droit du travail en vigueur en allouant davantage de ressources humaines et financières aux autorités compétentes, telles que la police, la gendarmerie et l'inspection du travail, et en les formant régulièrement à la détection des cas de travail d'enfants et de travail forcé ; de traduire en justice les personnes qui ont recours au travail des enfants et au travail forcé et de veiller à ce que des sanctions appropriées et suffisamment dissuasives soient appliquées ; d'inclure certains aspects du travail domestique dans la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de

18 ans et de renforcer les contrôles à cet égard ; de prévoir des subventions et des incitations financières suffisantes pour les paysans du secteur agricole, afin de prévenir le travail des enfants ; d'élaborer une stratégie ou une politique globale à long terme concernant le secteur minier et de prendre d'urgence des mesures visant à mettre fin au travail des enfants, à l'exploitation par le travail, à l'exploitation sexuelle et à la destruction de l'environnement dans ce domaine, notamment grâce à la promotion du dialogue entre toutes les parties prenantes ; et de fournir un soutien approprié à la Commission nationale des droits de l'homme, aux organisations de la société civile, aux syndicats et aux organisations de travailleurs, qui jouaient un rôle essentiel dans l'identification, la protection et la réintégration des victimes<sup>29</sup>.

25. L'équipe de pays des Nations Unies a encouragé le Gouvernement à poursuivre les efforts entrepris au cours des dernières années avec la mobilisation des ressources financières nécessaires pour financer la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes, à allouer les moyens nécessaires pour soutenir le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants dans la réalisation de sa mission, mais surtout à mobiliser les autorités administratives des secteurs de la justice et de la sécurité pour s'engager davantage dans la prise en charge de cette problématique<sup>30</sup>.

## **6. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables**

26. Selon l'équipe de pays des Nations Unies, la nécessité de créer des emplois pour une population jeune en croissance rapide demeurerait un défi<sup>31</sup>. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage a recommandé d'accroître l'offre de formation professionnelle et d'emplois pour la main-d'œuvre jeune<sup>32</sup>.

27. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage a recommandé d'intensifier les efforts visant à lutter contre l'exploitation des adultes par le travail, notamment d'élaborer et d'appliquer une stratégie appropriée en la matière ; de rendre obligatoire, par des moyens législatifs, l'établissement de contrats écrits dans tous les secteurs, dans le but de renforcer la protection et le respect des droits des travailleurs ; et de fournir des informations claires aux travailleurs, dans une langue qu'ils comprennent, sur leurs droits et sur les voies de recours à leur disposition en cas de violations du droit du travail<sup>33</sup>.

28. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé, entre autres, de promouvoir le passage des femmes du secteur informel au secteur formel, de procéder régulièrement à des inspections du travail dans tous les secteurs d'emploi et d'imposer des sanctions appropriées en cas d'irrégularité<sup>34</sup>. Il a également recommandé : a) de mobiliser les ressources humaines, techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre des plans existants visant à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes, en particulier celles vivant dans les zones rurales, et d'évaluer régulièrement l'impact de ces plans sur l'autonomisation économique des femmes ; b) d'adopter une politique d'autonomisation économique qui tienne compte des sexospécificités, soit dotée de ressources suffisantes et améliore l'accès des femmes à la formation, à la terre et au crédit ; et c) de veiller à ce que la charge du travail non rémunéré des femmes soit reconnue, réduite et rééquilibrée, notamment en investissant dans les infrastructures et les services sociaux tels que la garde des enfants, et en encourageant les hommes à participer aux tâches ménagères et familiales<sup>35</sup>.

## **7. Droit à la sécurité sociale**

29. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé de veiller à ce que les femmes employées dans le secteur informel soient effectivement couvertes par la protection sociale et la protection des travailleurs<sup>36</sup>.

## **8. Droit à la santé**

30. Selon l'équipe de pays des Nations Unies, la loi sur la santé reproductive qui devait sanctionner les efforts du Gouvernement n'avait pas encore été adoptée, bien que le processus de rédaction ait commencé. Elle a encouragé le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour finaliser l'adoption de la loi sur la santé de la mère et de la fille, et à intensifier les efforts

pour rendre effective la loi n° 2014-131 du 24 mars 2014 instituant la couverture maladie universelle en veillant à un accès équitable pour les groupes vulnérables<sup>37</sup>. L'équipe de pays a estimé que la hausse des ressources financières allouées au secteur de la santé permettrait de créer les conditions nécessaires pour contribuer à l'effectivité du droit à la santé<sup>38</sup>.

31. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé, entre autres, de modifier les articles 366 et 367 du Code pénal afin de légaliser l'avortement dans les cas de viol, d'inceste ou de graves malformations du fœtus, outre les menaces à la vie et à la santé de la femme enceinte (qui étaient déjà légalisées), et de dépenaliser l'avortement dans tous les autres cas. Il a également recommandé de faire en sorte que toutes les femmes et les filles, notamment celles vivant dans les zones rurales, aient accès à des méthodes de contraception abordables et modernes, d'intensifier les efforts déployés par le Ministère de l'éducation pour faire mieux connaître les méthodes de contraception et les services de santé sexuelle et procréative et les droits des femmes et des filles en la matière, en introduisant des cours d'éducation sexuelle adaptés aux différents âges dans les programmes scolaires, ainsi que de renforcer les mesures visant à garantir l'accès à des soins postavortement de grande qualité, en particulier en cas de complications liées à des avortements non sécurisés<sup>39</sup>.

32. Le Comité des droits de l'enfant a recommandé : a) de renforcer les mesures de lutte contre la tuberculose, en particulier les mesures de prévention, et de veiller à ce que les services de soins de santé correspondants soient gratuits ; b) de renforcer les mesures visant à lutter contre la malnutrition et à réduire les taux élevés de naissances d'enfants de faible poids et de retard de croissance, notamment en allouant plus de ressources humaines, techniques et financières au plan multisectoriel de nutrition 2016-2020 et à la politique nationale visant à améliorer la restauration scolaire ; c) de mettre en œuvre une stratégie nationale pour lutter contre la vente de médicaments dans la rue (« médecine de rue ») et de parer à l'absence de réglementation de la médecine traditionnelle ; d) de mettre en œuvre la loi n° 2014-430 du 14 juillet 2014 portant régime de prévention, de protection et de répression en matière de lutte contre le VIH/sida ainsi que l'arrêt n° 213/MSHP/CAB du 20 août 2008 portant gratuité du traitement antirétroviral pour les enfants atteints du VIH/sida ; et e) de renforcer les mesures prises pour lutter contre la consommation de drogues, de tabac et d'alcool, et de mettre en place des services de traitement de la toxicomanie et de réduction des risques qui soient accessibles et adaptés aux jeunes<sup>40</sup>.

## 9. Droit à l'éducation

33. Le Comité des droits de l'enfant a demandé instamment à la Côte d'Ivoire, entre autres, d'assurer l'allocation des ressources humaines, techniques et financières nécessaires au système éducatif, en particulier dans les zones rurales et pour l'éducation préscolaire, la formation professionnelle et les programmes d'alphabétisation, ainsi que de veiller au respect de l'article 2 (par. 1) de la loi n° 2015-635 du 17 septembre 2015 relative à l'enseignement et de favoriser sa mise en œuvre en continuant d'accroître le nombre d'écoles, de salles de classe et d'enseignants, et en soutenant les enfants en situation de vulnérabilité et les enfants vivant dans la pauvreté<sup>41</sup>.

34. Le même comité a demandé à la Côte d'Ivoire : a) de prendre toutes les mesures voulues pour lutter contre les violences faites aux enfants, en particulier aux filles, dans le cadre scolaire, y compris les violences sexuelles et le harcèlement sexuel de la part des enseignants, en mettant l'accent sur les politiques de prévention, et de poursuivre en justice les auteurs de ces violences ; b) d'améliorer l'accès à l'éducation pour tous, en particulier pour les filles et les enfants vivant dans les zones rurales, et de renforcer les initiatives de sensibilisation et les campagnes d'information sur le droit des filles à l'éducation ; c) d'accroître le taux de scolarisation en rendant l'école accessible aux enfants non scolarisés et de soutenir les enfants qui n'ont pas été scolarisés jusqu'à présent, notamment à cause des crises militaro-politiques qu'a connues le pays ; et d) de prendre des mesures pour aider les filles enceintes ou mères à poursuivre leur scolarité<sup>42</sup>.

35. Le même comité a demandé à la Côte d'Ivoire de redoubler d'efforts pour améliorer la qualité de l'enseignement, y compris en assurant la formation continue des enseignants, en améliorant encore le ratio élèves/enseignant et en veillant à ce qu'il y ait du matériel pédagogique pour tous les élèves, de poursuivre le processus d'intégration des écoles

coraniques dans le système éducatif et d'assurer la réglementation et le suivi de ces écoles<sup>43</sup>. Des recommandations similaires relatives aux filles et aux femmes ont été formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes<sup>44</sup>.

## **10. Développement, entreprises et droits de l'homme, et environnement**

36. Le Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a exhorté le Gouvernement à garantir une répartition équitable des ressources économiques dans tout le pays et à renforcer les mesures de lutte contre la corruption. Selon le Groupe de travail, l'égalité d'accès aux droits économiques, sociaux et culturels dans tout le pays était essentielle pour prévenir le risque que la jeunesse ivoirienne se tourne vers des activités illégales, notamment le mercenariat<sup>45</sup>.

37. Par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, l'équipe de pays des Nations Unies a salué les efforts de la Côte d'Ivoire en matière d'intensification de la mise en œuvre d'initiatives visant à réduire la pauvreté et à promouvoir l'autonomisation économique des groupes vulnérables, en particulier les femmes. Des programmes tels que des microcrédits, des formations professionnelles et des soutiens financiers ciblés (activités génératrices de revenus) avaient été déployés pour renforcer les capacités économiques des femmes et des jeunes, de même que le Programme national d'investissement agricole de deuxième génération (PNIA 2), qui plaçait la lutte contre la pauvreté et l'émancipation économique au cœur des priorités, en mettant un accent particulier sur l'inclusion financière et économique des femmes et des jeunes. Pour autant, l'équipe de pays des Nations Unies a estimé que des défis tels que le manque de financement adéquat, la coordination inefficace entre les parties prenantes et les politiques inadéquates limitaient l'efficacité et l'ampleur de ces programmes. Les populations, principalement les femmes et les jeunes établis en milieu rural, souffraient de l'insuffisance des services sociaux de base<sup>46</sup>.

38. L'équipe de pays des Nations Unies a noté que la Côte d'Ivoire avait mis en place à travers la Haute Autorité pour la bonne gouvernance des mécanismes de surveillance et de transparence en vue de lutter contre la corruption. Cependant, elle restait préoccupée par le manque de ressources et de capacités institutionnelles pour investiguer à tous les niveaux, les lacunes dans l'application uniforme de la loi, la persistance de la corruption à divers niveaux de la société et le manque de sanctions dissuasives pour les auteurs d'actes de corruption, qui compromettaient les progrès réalisés par le Gouvernement<sup>47</sup>.

39. L'équipe de pays des Nations Unies restait également préoccupée par la persistance des violations des droits des populations touchées par l'activité des entreprises. L'accaparement des terres par les grandes entreprises agricoles ou extractives remettait en cause les exploitations familiales et continuait d'accentuer la pauvreté, surtout dans les zones rurales<sup>48</sup>. Pour l'équipe de pays des Nations Unies, l'acceptation de la demande de visite du Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme constituait une circonstance opportune pour soutenir les efforts du Gouvernement dans la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme<sup>49</sup>.

40. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé de faire en sorte que les femmes et les filles des zones rurales participent, au même titre que les hommes, à la prise de décisions en ce qui concernait l'atténuation des effets des catastrophes et les changements climatiques, conformément à sa recommandation générale n° 37 (2018) relative aux aspects liés au genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques, et d'exploiter, le cas échéant, les systèmes de connaissances traditionnels, autochtones et locaux<sup>50</sup>.

## **B. Droits de certains groupes ou personnes**

### **1. Femmes**

41. Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a recommandé de mettre toutes les lois nationales en conformité avec la Convention sur

l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sans plus tarder et de veiller à leur application<sup>51</sup>.

42. Le même comité a recommandé d'adopter une loi générale pour prévenir, combattre et punir toutes les formes de violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, de veiller à ce que les femmes victimes de violence fondée sur le genre puissent obtenir gratuitement des certificats médicaux pour les produire à titre de preuve, d'accélérer le processus d'adoption de la loi prévoyant la prise en charge de tous les coûts pour les victimes de violence fondée sur le genre, et de veiller à la coordination de l'action de tous les acteurs qui intervenaient dans les cas de violence fondée sur le genre<sup>52</sup>.

43. Tout en saluant l'adoption d'un nouveau Code pénal dans le cadre de la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019, qui incluait notamment une définition du viol dans son article 403 et criminalisait toutes les formes de viol, quelle que soit la nature de la relation entre l'auteur et la victime, le Comité notait toujours avec préoccupation que la définition du viol conjugal ne reposait pas sur l'absence de consentement librement donné et que toutes les formes de violence domestique n'étaient pas expressément criminalisées<sup>53</sup>.

44. Le même comité a recommandé de faire appliquer la loi n° 98-757 du 23 décembre 1998 réprimant les mutilations génitales féminines en enquêtant sur les cas de mutilations et en poursuivant et en sanctionnant les auteurs, notamment ceux qui se déplaçaient régulièrement entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins, et de veiller à ce que les victimes de mutilations génitales féminines aient accès aux soins médicaux, aux mesures de réadaptation psychosociale et aux services d'avocat dont elles avaient besoin<sup>54</sup>.

45. Le même comité a recommandé : a) de suivre et d'évaluer les effets du décret n° 2016-781 portant décentralisation de l'assistance judiciaire, de la circulaire n° 5 et de la circulaire interministérielle n° 16/MJ/MEMIS/MPRD sur l'accès des femmes à la justice, en particulier des femmes victimes de violence fondée sur le genre, des femmes qui n'avaient que peu ou pas de revenus et des femmes handicapées ; b) de veiller à ce que l'assistance judiciaire soit accessible à des coûts abordables à toutes les femmes et à toutes les filles, en particulier à celles qui n'avaient que peu ou pas de revenus, et de garantir l'accès à des procédures et à un hébergement adapté à l'âge des intéressées ; et c) de redoubler d'efforts pour encourager les femmes à faire appel à la justice et leur en faciliter l'accès en leur fournissant davantage d'informations sur le droit qu'elles avaient de bénéficier de l'assistance judiciaire<sup>55</sup>.

46. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage a recommandé d'intensifier les actions en faveur de l'autonomisation économique des femmes afin de lutter contre la pauvreté et l'inégalité de genre et de prévenir le travail des enfants et les autres formes d'exploitation<sup>56</sup>.

## 2. Enfants

47. Selon l'équipe de pays des Nations Unies, malgré les progrès dans le renforcement du système de protection des enfants, ceux-ci continuaient de faire face à de nombreuses difficultés dans la jouissance de leurs droits, comme l'avait précisé le Comité des droits de l'enfant dans ses observations finales concernant le deuxième rapport périodique de la Côte d'Ivoire<sup>57</sup>. Les défis comme la discrimination de fait dont continuaient d'être victimes les filles, les enfants des zones rurales et les enfants vivant dans la pauvreté, entre autres, en particulier en ce qui concernait l'alphabétisation, l'accès à l'éducation, la formation professionnelle, les soins de santé et l'assainissement, ainsi que les mesures de développement et l'enregistrement à la naissance, avaient inhibé les efforts pour rendre effectifs les droits de l'enfant<sup>58</sup>.

48. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage était préoccupé par les cas de mariages d'enfants et de mariages forcés en Côte d'Ivoire, qui concerneraient les filles dès l'âge de 13 ans<sup>59</sup>. Il a recommandé d'allouer des ressources suffisantes à la sensibilisation, de poursuivre les efforts visant à faire évoluer l'approche des chefs religieux et traditionnels ainsi que du grand public au sujet des mariages d'enfants et des mariages forcés, et de traduire en justice les personnes qui recourent à ces pratiques<sup>60</sup>.



### 3. Personnes handicapées

49. Tout en se félicitant des actions engagées par la Côte d'Ivoire en vue de l'amélioration de la situation des personnes handicapées, l'équipe de pays des Nations Unies a estimé que la non-ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées restait une faiblesse, car l'absence de possibilités de plaintes et de réclamations rendait difficile le suivi de la mise en œuvre de la Convention. De même, elle a noté que des progrès additionnels étaient nécessaires pour l'effectivité des droits des personnes handicapées. L'application des politiques et des lois relatives à la promotion de l'inclusion des personnes handicapées n'était pas toujours effective en ce qui concernait l'accès à un emploi décent, malgré la réglementation en vigueur<sup>61</sup>.

### 4. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

50. L'équipe de pays des Nations Unies a invité le Gouvernement à procéder à la mise en œuvre effective du document de stratégie relatif au trafic illicite de migrants, qui avait été élaboré au regard de l'ampleur de ce phénomène et de l'abus des droits des migrants en général<sup>62</sup>.

51. L'équipe de pays des Nations Unies, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, soutenait le Gouvernement dans la prise en charge des demandes d'asile, notamment la mise à disposition de certificats de naissance pour les enfants en vue de prévenir des situations d'apatridie. Toutefois, des contraintes subsistaient dans la délivrance des titres de naissance pour les nouveaux demandeurs d'asile qui vivaient dans les communautés d'accueil. L'équipe de pays a encouragé le Gouvernement dans ses efforts d'enregistrement des données biométriques des demandeurs d'asile et a recommandé de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que tous les demandeurs d'asile et les enfants réfugiés nés en Côte d'Ivoire reçoivent un certificat de naissance<sup>63</sup>.

### 5. Apatrides

52. Le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage a recommandé à la Côte d'Ivoire de faciliter l'enregistrement rapide des naissances et la délivrance de documents d'identité aux citoyens ivoiriens et aux travailleurs migrants afin qu'ils puissent accéder à l'éducation et aux services essentiels<sup>64</sup>.

#### Notes

<sup>1</sup> A/HRC/42/6, A/HRC/42/6/Add.1 and A/HRC/42/2.

<sup>2</sup> United Nations country team submission for the universal periodic review of Côte d'Ivoire, p. 1. See also CRC/C/CIV/CO/2, paras. 54 and 55; and United Nations country team submission, annex 1, sect. 4, "Engagements pris dans le cadre de la commémoration du 75ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme".

<sup>3</sup> See also CRC/C/CIV/CO/2, para. 49 (c).

<sup>4</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 42 (a).

<sup>5</sup> United Nations country team submission, p. 1. See also the end-of-mission statement by the Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination, 13 March 2024, available at [https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI\\_EOM\\_13032024\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI_EOM_13032024_EN.pdf); and the related press release, available at <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/03/cote-divoire-un-experts-welcome-efforts-prevent-mercenary-related-activities>.

<sup>6</sup> United Nations country team submission, p. 2.

<sup>7</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 22 (a).

<sup>8</sup> CRC/C/CIV/CO/2, para. 59.

<sup>9</sup> CCPR/C/CIV/CO/1, para. 9.

<sup>10</sup> United Nations country team submission, p. 3. See also CRC/C/CIV/CO/2, para. 19.

<sup>11</sup> End-of-mission statement by the Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination, 13 March 2024, available at [https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI\\_EOM\\_13032024\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI_EOM_13032024_EN.pdf), p. 3.

<sup>12</sup> Ibid., pp. 4 and 5.

- <sup>13</sup> Ibid., p. 5.
- <sup>14</sup> United Nations country team submission, p. 5.
- <sup>15</sup> Ibid., pp. 5 and 6.
- <sup>16</sup> Ibid.
- <sup>17</sup> CRC/C/CIV/CO/2, para. 53. See also United Nations country team submission, pp. 4 and 5.
- <sup>18</sup> CCPR/C/CIV/CO/1, para. 20.
- <sup>19</sup> United Nations country team submission, p. 5.
- <sup>20</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, paras. 10 (b) and (c). See also [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en).
- <sup>21</sup> End-of-mission statement by the Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination, 13 March 2024, available at [https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI\\_EOM\\_13032024\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI_EOM_13032024_EN.pdf), p. 2; and the related press release, available at <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/03/cote-divoire-un-experts-welcome-efforts-prevent-mercenary-related-activities>.
- <sup>22</sup> CRC/C/CIV/CO/2, para. 53. See also United Nations country team submission, pp. 4 and 5.
- <sup>23</sup> United Nations country team submission, p. 5.
- <sup>24</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 36.
- <sup>25</sup> United Nations country team submission, annex 1, sect. 1.
- <sup>26</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 34. See also United Nations country team submission, V, D.1, p. 8.
- <sup>27</sup> See [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en).
- <sup>28</sup> Country visit of the Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and consequences, to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/cote-divoire-un-expert-hails-progress-end-child-labour-urges-action-address>, pp. 5 and 6.
- <sup>29</sup> Ibid., pp. 9 and 10. See also CRC/C/CIV/CO/2, paras. 48, 49 and 52; and CEDAW/C/CIV/CO/4, paras. 31, 32, 41 and 42.
- <sup>30</sup> United Nations country team submission, p. 6.
- <sup>31</sup> Ibid., annex 1, sect. 1, and see also p. 7.
- <sup>32</sup> Country visit of the Special Rapporteur on slavery to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/cote-divoire-un-expert-hails-progress-end-child-labour-urges-action-address>, pp. 9 and 10.
- <sup>33</sup> Ibid.
- <sup>34</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 42.
- <sup>35</sup> Ibid., para. 46.
- <sup>36</sup> Ibid., para. 42 (a).
- <sup>37</sup> See also CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 44 (a).
- <sup>38</sup> United Nations country team submission, pp. 6 and 7. See also CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 44 (b).
- <sup>39</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 44 (c) and (d).
- <sup>40</sup> CRC/C/CIV/CO/2, paras. 45 and 46.
- <sup>41</sup> Ibid., para. 47 (a) and (b).
- <sup>42</sup> Ibid., para. 47 (c), (d), (g) and (h).
- <sup>43</sup> Ibid., para. 47 (i) and (j). See also United Nations country team submission, p. 7; UNESCO submission, part III, A; and country visit of the Special Rapporteur on slavery to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/slavery/sr/statements/20231116-eom-statement-visit-cote-d-ivoire-EN.pdf>, pp. 9 and 10.
- <sup>44</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 40.
- <sup>45</sup> End-of-mission statement by the Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination, 13 March 2024, available at [https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI\\_EOM\\_13032024\\_EN.pdf](https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/issues/mercenaries/wg/statements/CI_EOM_13032024_EN.pdf), p. 4; and the related press release, available at <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/03/cote-divoire-un-experts-welcome-efforts-prevent-mercenary-related-activities>.
- <sup>46</sup> United Nations country team submission, p. 7.
- <sup>47</sup> Ibid., p. 3.
- <sup>48</sup> Ibid., p. 3.
- <sup>49</sup> Ibid., p. 3.
- <sup>50</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 48 (c).
- <sup>51</sup> Ibid., para. 18 (b). See also United Nations country team submission, p. 8.

<sup>52</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 30 (b)–(d).

<sup>53</sup> See

[https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FFUD%2FCIV%2F48094&Lang=en).

<sup>54</sup> CEDAW/C/CIV/CO/4, para. 28 (b) and (c).

<sup>55</sup> *Ibid.*, para. 20.

<sup>56</sup> Country visit of the Special Rapporteur on slavery to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/cote-divoire-un-expert-hails-progress-end-child-labour-urges-action-address>, pp. 9 and 10.

<sup>57</sup> United Nations country team submission, p. 9. See also CRC/C/CIV/CO/2.

<sup>58</sup> United Nations country team submission, p. 9.

<sup>59</sup> Country visit of the Special Rapporteur on slavery to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/cote-divoire-un-expert-hails-progress-end-child-labour-urges-action-address>, pp. 5 and 6.

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>61</sup> United Nations country team submission, p. 9. See also CEDAW/C/CIV/CO/4, paras. 49 and 50; and CRC/C/CIV/CO/2, para. 44.

<sup>62</sup> United Nations country team submission, p. 9.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 10. See also CRC/C/CIV/CO/2, paras. 24 (c) and 25 (c).

<sup>64</sup> Country visit of the Special Rapporteur on slavery to Côte d'Ivoire, end-of-mission statement, 17 November 2023, available from <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/11/cote-divoire-un-expert-hails-progress-end-child-labour-urges-action-address>, pp. 9 and 10.